



PRÉFÈTE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA RÉALISATION DE DEUX NOUVEAUX SYSTÈMES DE TRAITEMENT DES EAUX
USÉES POUR LES AIRES DE SERVICES "LA FERTÉ BERNARD" ET "VILLAINES LA
GONAIIS" - AUTOROUTE A11- SITUÉES SUR LA COMMUNE DE VILLAINES LA GONAIIS

DOSSIER N° 72-2016-00145
La préfète de la SARTHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectifs, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 10 Mai 2016, présenté par ENI FRANCE SARL, enregistré sous le n° 72-2016-00145 et relatif à : la réalisation de deux nouveaux systèmes de traitement des eaux usées pour les aires de services "La Ferté Bernard" et "Villaines la Gonais" - Autoroute A11- situées sur la commune de VILLAINES LA GONAIIS ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**ENI FRANCE SARL
12 AV TONY GARNIER
69007 LYON 7EME**

concernant : la réalisation de deux nouveaux systèmes de traitement des eaux usées pour les aires de services "La Ferté Bernard" et "Villaines la Gonais" - Autoroute A11- situées sur la commune de VILLAINES LA GONAIIS

dont la réalisation est prévue dans la commune de VILLAINES-LA-GONAIIS

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 10 Juillet 2016, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de VILLAINES-LA-GONNAIS où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

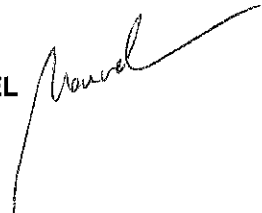
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

à LE MANS, le 19 Mai 2016
Pour la Préfète de la SARTHE
P/ Le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du Service Eau – Environnement

Philippe NOUVEL



PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 21 juillet 2015 (2.1.1.0)

Situation au 26/06/2016 2 steus en projet

code Sandre : à créer

Date de mise en service : décembre 2017

Bassin : Loire-Bretagne

Région : PAYS DE LA LOIRE Département SARTHE

Agglomération : Villaines la
Gonais

Service Police de l'Eau : DDT 72

Description

Commune d'implantation	Coordonnées géographiques (lambert 93)
Villaines la Gonais	Aire la Ferté Bernard : station X = 523 151 - Y = 6 783 472 Aire de Villaines la Gonais : station : X = 523 016 - Y = 6 783 116

Maître d'ouvrage : ENI FRANCE (privé)

Aire de la Ferté Bernard :

Charge en entrée :	36,1 kg DBO5/j, en moyenne	Capacité nominale :	270 EH en moyenne
Débit de référence :	40,5 m ³ /j – en moyenne,	Débit de pointe:	7 m3/h

Filières de traitement :	Eau :	Filtres Plantés de Roseaux (FPR) à 2 étages : dimensionnée sur le ratio 2 m ² /EH, et charge moyenne de 270 EH -1ier de 324 m ² -3 casiers - 2nd de 218 m ² -2 casiers
	Boues :	Stockage dans les lits
Site ancienne station		Station détruite après mise en service des FPR

Aire de la Villaines la Gonais :

Charge en entrée :	11 kg DBO5/j, en moyenne	Capacité nominale :	180 EH en moyenne
Débit de référence :	27 m ³ /j – en moyenne,	Débit de pointe:	2,8 m3/h

Filières de traitement :	Eau :	Filtres Plantés de Roseaux (FPR) à 2 étages : dimensionnée sur le ratio 2 m ² /EH, et charge moyenne de 180 EH -1ier de 216 m ² -3 casiers - 2nd de 144 m ² -2 casiers
	Boues :	Stockage dans les lits
Site ancienne station		Station détruite après mise en service des FPR

Rejet

Aire de la Ferté Bernard, rejet dans bassin pluvial X=523 006 ; Y=6 783 339, puis passage sous l'autoroute, et aire de Villaines la Gonais, pour un rejet dans la Queune.

coordonnées du point de rejet final : X = 495 614 - Y = 6 776 465

Milieu de rejet	Type :	eau douce	Nom :	Le Queune
	Bassin versant :	Huisne	Masse d'Eau	La Queune et ses affluents jusqu'à la confluence avec l'Huisne – FRGR1268
Zone sensible	Code :	04213	Nom :	Bassin Loire Bretagne
	Arrêté du :	9 janvier 2006	Critère :	Azote et Phosphore

Obligations et Traitements

Arrêté national :	Arrêté du 21/07/2015	Législation :	Loi sur l'eau	Régime :	Déclaration
Récépissé Déclaration :			26/07/2016	Valide jusqu'au :	26/07/2019
SDAGE DU Bassin Loire Bretagne			20/12/2015	Dispositions :	3 A-1 & 3A-3

Performance et Autosurveillance

Paramètre	DBO5	DCO	MES	NTK	Pt
Norme de rejet en concentration proposée par le pétitionnaire	25 mg/l	125 mg/l	35 mg/l	45 mg/l	15 mg/l

Dossier Loi sur l'Eau et disposition 3 A-1 du SDAGE

Paramètre	DBO5	DCO	MES	NTK	NGL	Pt
Nombre d'analyses /an	1	1	1	1	1	1

Les résultats seront transmis au service chargé de la police de l'eau au format SANDRE, chaque mois suivant le bilan.

Le pétitionnaire fera établir le cahier de vie des installations en cours de travaux, afin qu'il soit validé au plus tard lors de la réception des ouvrages.

Boues

Les boues produites sont stockées dans les filtres plantés de roseaux (FPR), un suivi annuel sera réalisé avant épandage (échéance estimée : 8 ans).

Mesures particulières :

- Le pétitionnaire informera le service chargé de la police de l'eau du démarrage prévisionnel des travaux, adressera les CR de chantier, et fournira un plan de recollement des ouvrages réalisés.
- Le pétitionnaire établira une demande de création de code Sandre auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, afin de transmettre les données par fichier au format Sandre.

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Directeur
ENI FRANCE SARL
12 AV TONY GARNIER
69007 LYON 7EME

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :
Franck LUCAS

Mèl : franck.lucas@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 66
Fax :

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
la réalisation de deux nouveaux systèmes de traitement des eaux usées - aires de services A11 - sur la commune de VILLAINES-LA-GONAIIS
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :72-2016-00145

LE MANS, le 27 Juillet 2016

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

la réalisation de deux nouveaux systèmes de traitement des eaux usées pour les aires de services "La Ferté Bernard" et " Villaines la Gonais" - Autoroute A11- situées sur la commune de VILLAINES LA GONAIIS sur la commune de VILLAINES-LA-GONAIIS

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 18 Mai 2016, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de VILLAINES LA GONAIIS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjointe au Chef du service Eau - Environnement

Nadine DUTHON

